

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ECOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ETUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : geo2000.org

N° 58 – JANVIER 2003

SOMMAIRE :

P.2

EDITORIAL : " Environnement, ressources naturelles et risques de crises internationales "
Par Yves Gutman-Lajeunesse, Membre du Conseil d'Administration de Géostratégies 2000,
Vice-Président de la Société Nationale de la Protection de la Nature

P.3

Nature " Service public, indépendance énergétique et compétitivité internationale "
François Roussely, Président d'EDF

P.7

" Israël-Palestine : la paix impossible ? Des lueurs d'espoir ? Qui ? Comment ? Pour quoi faire ? "
" Alexandre Adler, Historien

P.11

Historien " Quel est aujourd'hui le vrai état du monde ? "
Hubert Vedrine, ancien Ministre des Affaires Etrangères

ONT COLLABORÉ A CE NUMERO,

OUTRE LES INTERVENANTS DANS LES DÉBATS :

Yves Gutman-Lajeunesse / Marie-Clotilde Hingray / Jocelyne Pebreuil / Serge Rechter

L'équipe de la Lettre vous souhaite une bonne et heureuse année 2003

" Environnement, ressources naturelles et risques de crises internationales "

Par Yves Gutman-Lajeunesse, Membre du Conseil d'Administration de Géostratégies 2000, Vice-Président de la Société Nationale de la Protection de la Nature

Du fond de l'Atlantique, le pétrolier " Prestige " va relâcher son fuel lourd durant de longs mois. Pendant ce temps, la commission européenne s'efforce de faire admettre aux pêcheurs de réduire leurs captures d'espèces dont les stocks exploitables ont dangereusement diminué en peu d'années. Bien des dangers insidieux menacent les ressources vivantes de la mer : surpêche, pollution des océans, dégradation voire destruction par aménagements portuaires, industriels ou touristiques des zones où de nombreuses espèces de poissons viennent se reproduire et grandir en attendant que les jeunes deviennent assez forts pour gagner le large. Cet appauvrissement des mers se produit en Europe, mais plus encore dans de nombreux pays dits du Sud, où les eaux, plus chaudes, sont moins favorables à la vie marine, en dehors des parages des récifs côtiers tropicaux qui sont précisément en régression à cause d'initiatives humaines inconsidérées. Sur terre, on commence à réaliser que certaines techniques d'élevage et d'agriculture intensive, longtemps prônées pour écarter disettes et famines, menacent peu à peu la fertilité des sols, empoisonnent les eaux continentales et les mers côtières, polluent les nappes d'eau souterraines, font disparaître le gibier, certains poissons d'eau douce, parfois les abeilles et de nombreuses espèces d'animaux directement utiles à l'homme ou au maintien de la fertilité des campagnes comme les oiseaux insectivores ou la microfaune qui régénère les sols. Peu à peu, c'est même directement la santé humaine qui est atteinte par l'accumulation dans les tissus vivants, de faibles doses de polluants chimiques que l'organisme concentre et n'élimine pas. Ces faibles doses sont absorbées à travers la nourriture, la boisson et même l'air que nous respirons. Elles viennent non seulement de l'agriculture, mais aussi directement de l'industrie et des transports, et même du jardinage et des produits domestiques. Poussée par les vents, transportée par les fleuves et les courants des mers, la pollution transfrontière est devenue une réalité. Quant à la surexploitation des ressources naturelles vivantes, y compris les forêts tropicales, elle a aussi une dimension internationale. Ainsi, certaines questions d'environnement et de protection des ressources naturelles, agricoles, aquatiques et halieutiques prennent une importance nouvelle et peuvent devenir l'objet de conflits internationaux aigus. Jusqu'à présent, la quasi totalité des problèmes de cette nature a été apaisée par les mécanismes de négociation internationale : accords internationaux sur la pêche par exemple, aide européenne pour la mise en sécurité des installations industrielles ou énergétiques les plus menaçantes ou polluantes des pays d'Europe centrale et orientale, convention pour réduire la pollution industrielle du Rhin en amont des Pays-Bas, etc ... Parfois la conclusion de ces accords a pu donner lieu à des commencements de crise, comme lors du rappel de l'ambassadeur des Pays-Bas en France, lorsque l'Assemblée Nationale refusait de ratifier la convention sur la pollution du Rhin par les chlorures, à la fin des années 1970. Mais nous étions en Europe occidentale et la sagesse a fini par prévaloir. En sera-t-il toujours ainsi en dehors des espaces en voie d'intégration politique ? On peut en douter lorsqu'on voit des Etats, grands ou petits, dont certains se sentent investis d'une mission planétaire, s'affranchir de traités signés, tel le protocole de Kyoto sur la protection de l'atmosphère mondiale, et d'autres qui ne respectent aucune règle, qu'ils aient adhéré ou non à des traités. Cela semble bien le cas dans les espaces maritimes. Ce pourrait l'être aussi sur les continents, en Asie ou en Afrique par exemple, si l'industrie ou l'agriculture d'un pays altérait les ressources en eau, les cultures, ou la santé humaine de nations situées en aval, sans parler de la biodiversité, clef de la vitalité de notre planète. Les états voyous existent, non seulement en matière d'armements prohibés et de commerce international de ces armements, de terrorisme ou de protection de la grande délinquance, mais aussi dans le domaine de l'environnement. Tôt ou tard, la négociation, les pressions internationales, les mesures de rétorsion peuvent ne plus suffire et le cliquetis voire le fracas des armes retentir.

Géostratégies 2000 ne peut se désintéresser de ces perspectives et consacrer quelques réunions de réflexion à ces sujets aussi gros de conflits, peut-être, au XXIème siècle que le sont les chocs ethniques, religieux, idéologiques qui marquent désormais et à nouveau le destin d'une Histoire semblant se répéter mais qui ne cesse en outre d'inventer de nouvelles formes d'auto-destruction de la Terre-Patrie.

S.R. & Y. G.-

FRANÇOIS ROUSSELY
PRÉSIDENT D'EDF
" SERVICE PUBLIC, INDÉPENDANCE ÉNERGETIQUE ET
COMPÉTITIVITÉ INTERNATIONALE "

Le mercredi 23 octobre, Géostratégies 2000 a reçu un grand patron français, François Roussely, le Président d'EDF. Devant un auditoire, où se mêlaient nombre de personnalités civiles et militaires, il a analysé les nombreux défis auxquels EDF était confrontée en ce début de XXIème siècle. Avec conviction et clarté, il a expliqué comment EDF s'efforçait de concilier ses missions de service public et les nouvelles exigences de la concurrence et du développement international. Fervent partisan d'une vision de long terme pour l'énergie, il a démontré que les mutations industrielles ne constituaient pas une menace pour l'indépendance de cette entreprise, ancrée dans notre histoire et symbole d'une belle réussite à la française.

Electricité de France reste l'une des dernières entreprises à porter le nom de ses produits et de ses racines. Elle représente l'indépendance nationale, la justice sociale et nous en sommes très fiers, affirme d'entrée de jeu François Roussely, avant de se livrer à un rapide rappel historique. Fille de la Résistance et de la Libération, sa création, en 1945, procède de la volonté politique de reconstruire le pays, de le doter d'un réseau électrique homogène, de l'affranchir des coûteuses importations extérieures. Dotée en 1946 du statut d'entreprise publique avec garantie de l'Etat, elle jouit d'un monopole qui lui offre de nombreuses garanties. Elle a pleine capacité pour emprunter et investir. Sûre de son marché, elle peut planifier sa croissance et ses investissements. En dix ans, EDF remplit sa mission : cent barrages sont construits. Avec son nouveau potentiel hydraulique, la France fait un premier pas vers l'indépendance énergétique. Mais, ensuite, changement de cap. Le pétrole, bon marché, supplante toutes les autres énergies, jusqu'au premier choc pétrolier de 1973. EDF est alors face à un nouveau défi, celui de la production d'électricité d'origine nucléaire. Un vaste programme de centrales nucléaires est lancé. En vingt ans, 58 tranches sont construites. Et, aujourd'hui, 80 % de notre électricité provient du nucléaire, ce qui correspond à l'ensemble de la production pétrolière du Koweït.

Ce fut une idée de génie de construire tous ces réacteurs en série, cela a contribué à la compétitivité de la France, souligne François Roussely. Ce fut également un facteur multiplicateur d'expansion économique pour beaucoup d'industries lourdes comme Air Liquide, Lafarge ... En France, le courant coûte 30 % moins cher que dans la moyenne de l'Europe, c'est un avantage considérable. EDF, qui en a profité pour exporter 15 % de sa production, représente le quatrième poste de notre balance commerciale.

DES MUTATIONS INÉVITABLES

Jusqu'au début des années 1990, EDF illustre l'optimisation parfaite d'un outil industriel dans le cadre strict d'un monopole. Mais, avec l'ouverture des frontières et le développement de la mondialisation, de nouvelles questions se posent. Comment cet outil de service public qu'est EDF peut-il se développer aussi en termes d'efficacité et de succès sur le plan de la concurrence internationale ? Quelles évolutions doit-elle privilégier, s'interroge François Roussely. Etablissement public, EDF obéit au principe de spécialité et ne peut accéder pour le moment aux nouveaux marchés énergétiques. Parallèlement, ses parts du marché traditionnel s'amenuisent avec l'arrivée de la concurrence. Nos clients industriels, de plus en plus internationaux, rappelle François Roussely, sont aujourd'hui en mesure de choisir leurs fournisseurs. Nous devons leur procurer l'offre intégrée qu'ils attendent pour tous leurs sites ; ajouter à la logique de l'offre, propre aux entreprises de service public, une logique de la demande, prenant en compte les attentes spécifiques de chaque catégorie de clients. EDF doit acquérir une véritable dimension européenne, poursuivre son développement international, déclare François Roussely. Présente dans 24 pays, détenant 20 % du marché européen, l'entreprise compte 31 millions de clients sur le sol français et 12 millions en dehors de nos frontières. La part du chiffre d'affaires réalisée hors vente d'électricité en France atteint actuellement 40 % (contre moins de 20 %, il y a à peine deux ans) et devrait s'élever à 50 % en 2005. Douze milliards d'euro ont été investis en Europe, avec des prises de participation dans London Electricity Group au Royaume-Uni ; EN. BW en Allemagne et Edison en Italie. En revanche, le marché français, lui aussi, est ouvert à la concurrence (Compagnie Nationale du Rhône, SNET, groupes étrangers) à hauteur de 30 %, part qui devrait passer, en 2004, à 70 %. Toutefois, cette expansion d'EDF, sa taille et son efficacité, qui situent le groupe parmi les premiers énergéticiens du monde, ne vont pas sans susciter des critiques auprès des institutions européennes et des gouvernements de l'Union (notamment en Espagne). Certains sujets, comme celui de son financement, ne peuvent plus être esquivés, relève François Roussely.

UN MODÈLE A PRÉSERVER

Comment EDF qui appartient aux industries lourdes très capitalistiques va-t-elle financer sa croissance ? Le niveau de ses tarifs, tout comme le cash qu'elle génère, posent problème. Au cours des dix dernières années, et alors que la dernière augmentation de capital remonte à 1982, elle a redistribué à l'Etat et à ses clients tous ses gains de productivité. Peut-elle investir, alors que ses capitaux propres sont de 15 milliards d'euro pour 25 milliards de dettes, et que sa valeur de bilan est estimée à 135 milliards d'euro ? Est-elle sur-endettée ou sous-capitalisée ? L'ouverture du capital constitue l'une des réponses au problème de notre manque de fonds propres, observe François Roussely, qui s'interroge, par ailleurs, sur l'opportunité de changer la forme juridique d'EDF, pour lui permettre de se développer, en supprimant les limites liées au principe de spécialité. Si la première condition de réussite est financière, la seconde est, bien entendu, sociale. EDF, qui reste très attachée à sa mission de service public, a investi, entre 2001 et 2003, 9 milliards d'euro pour améliorer la qualité, sécuriser les réseaux, renforcer la solidarité avec les plus démunis. Elle s'est également engagée en matière de protection de l'environnement, de transparence de l'information et de promotion des économies d'énergie. Ces actions, qui sont plébiscitées par les Français, sont très importantes pour la cohésion de l'entreprise. Nous devons absolument maintenir ce rapport singulier qui existe entre EDF et la Nation. C'est un enjeu d'importance dans notre nouvel environnement concurrentiel, mais qui a un coût non négligeable, surtout dans un pays comme la France, relativement peu peuplé par rapport à ses voisins. La compétitivité du prix du kwh va devenir un élément essentiel, indique François Roussely. La question de la taille est également d'actualité. Nous devons pouvoir assurer notre sécurité énergétique.

La continuité et la qualité de la fourniture, que nous avons souvent tendance à considérer comme acquises, ne le sont pas. Les coupures en Californie, les tensions en Espagne, la hausse de 25 % des prix en Suède pour cause de pénurie, le prouvent. L'indépendance énergétique d'un pays exige une vision à long terme. La phase de reconcentration à laquelle on assiste actuellement, va dans ce sens. Il faut réhabiliter l'idée d'une indépendance énergétique à l'échelle européenne, sinon, nous serons de plus en plus soumis à des producteurs non européens, ce qui posera de graves problèmes géostratégiques, conclut François Roussely.

Serge Rechter engage très vite le débat dont les interventions sont nombreuses et intenses. L'occasion pour le Club de partager un exceptionnel dialogue avec un grand dirigeant.

Jacques Boyon (Secrétaire Général de l'IRIS, ancien Ministre) : *On explique la crise en Californie par un déficit d'investissement. Mais la dérégulation américaine n'a-t-elle pas été aussi un élément déclencheur ? Sur ce sujet précis de la dérégulation, quelles relations EDF entretient-elle avec la Commission Européenne ?*

Plusieurs raisons ont abouti à la crise en Californie. Toutefois, le problème majeur est celui du désinvestissement. Il est très difficile de concilier le marché et la vision à long terme. Au départ, il y a eu dérégulation du prix de l'accès à la ressource. Lors de la crise pétrolière, les prix ont été maintenus sous contrôle par le Gouverneur, alors que les coûts s'envolaient. Les faillites ont commencé. Les considérations des écologistes, qui s'opposaient à des lignes d'interconnexion, n'ont pas non plus aidé. En France aussi, on perçoit un recul de l'esprit public, de l'utilité publique. A un moment, l'intérêt collectif doit prévaloir sur l'ensemble des intérêts particuliers. En ce qui concerne les institutions européennes, nous entretenons, il est vrai, des relations parfois difficiles avec la Direction de la Concurrence. Les frictions sont fréquentes. En revanche, nos rapports avec M. Prodi et Mme de Loyola sont tout à fait satisfaisants. Selon moi, la thèse libérale selon laquelle plus les acteurs sont nombreux et se livrent une concurrence acharnée, et plus les prix baissent, ne s'applique pas au domaine de l'énergie. Dans ce cas, une grande taille est indispensable, "small is not beautiful". Il est urgent de clarifier ce qui relève de la "position dominante" et de l'"abus de position dominante". L'abus est critiquable.

Claude Fischer (Secrétaire Générale – Confrontations) : *EDF peut-elle imposer son modèle à l'échelle européenne ? Sera-t-elle considérée comme une grande entreprise de référence ?*

L'Europe n'est pas seulement un marché. Nous devons y assumer notre modèle, abandonner notre position défensive et aller porter la contradiction. Des évolutions se dessinent. Un comité d'entreprise européen a été créé, afin d'unifier la façon dont les problèmes sociaux sont vécus dans les différents pays où EDF est présent. Au sommet de Barcelone, notre position duale a été reconnue. L'ouverture des marchés a été avalisée, mais en même temps, les principes du service public ont été réaffirmés. Notre objectif est d'être compétitif et rentable, tout en gardant notre modèle social. Une place plus importante doit être accordée aux organisations syndicales en Europe. Il y a une voie à construire. Dans le domaine de l'énergie, il n'y a pas qu'un modèle unique de référence.

Gérard Corré (Membre du CGTI – Ministère de l'Industrie) : *Quelle est la politique d'EDF en matière de recherche scientifique et de risques industriels ? Avez-vous d'importantes provisions en la matière ?*

EDF finance elle-même sa recherche-développement. L'Etat n'y contribue pas. Chaque année, elle dépense 450 millions d'euro. Mais, cela est-il viable, à moyen et long terme, alors que ses principaux concurrents n'y consacrent rien ? Pour ce qui est des risques industriels, il n'y a pas de souci à avoir. Les conditions de gestion de la sûreté ne seront pas modifiées par l'ouverture du capital, les contrôles resteront sous la responsabilité de l'Etat. En termes de transparence, ceux-ci se sont nettement améliorés. Mais pour avancer, toutes les associations (y compris les anti-nucléaires) devraient se montrer plus constructives. Des discussions sont indispensables.

Général Henri Paris (Président de Démocraties) : *La proportion d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables a été fixée à 21 % en 2010. Comment analysez-vous ces perspectives ? Quelle est la stratégie d'EDF dans ce domaine ?*

Le coût très faible de l'électricité d'origine nucléaire empêche le développement de filières alternatives. Cela justifie des mécanismes de soutien, mais ils ont un coût, environ un milliard d'euro en 2002. Les énergies renouvelables doivent prouver leur viabilité économique, on ne peut aboutir à offrir des niches tarifaires à des industriels vivant des subventions d'EDF. Toutefois, elles ont une place à tenir, notamment en termes de sécurité des approvisionnements, même si ce n'est pas la panacée. Il faut réfléchir à une donne énergétique plus équilibrée.

Michel Prévot (Consultant) : *Quelles décisions ont été prises en matière d'enfouissement des lignes à haute tension ?*

Pour le moment, les solutions techniques n'existent pas pour l'enfouissement des lignes à très haute tension. Cela nécessiterait la construction de grandes tranchées, qui, même ouvertes, défigureraient le paysage. En revanche, l'enfouissement des lignes à basse et moyenne tension ne pose pas de problèmes particuliers. Toutefois, il y a un arbitrage à faire entre la protection des paysages et la sécurité d'approvisionnement. Nos interlocuteurs, préoc-cupés par l'esthétique, ne doivent pas négliger l'intérêt collectif attaché à la sécurité d'approvisionnement.

Patrice Fradet (Associé Fondateur Capital Coach) : *Quel scénario envisagez-vous pour RTE (Réseau de Transport d'Electricité) ?*

L'organisation juridique de cette société, gestionnaire de transport, va être simplifiée. Son identification va être améliorée. Elle doit devenir prochainement une filiale d'EDF, indépendante juridiquement.

Jacques Lutfalla (Contrôleur Général des Armées) : *Face à la pression écologiste, comment améliorer l'image de marque du nucléaire dans l'opinion publique ?*

Nous sommes au cœur du sujet. Il y a vingt ans, le nucléaire était perçu comme une industrie d'avenir. Maintenant, pour la génération des 18-35 ans, elle paraît appartenir au passé. Toutefois, la moitié de la population française semble encore favorable au nucléaire. Pour 2050, les chercheurs ne retiennent que deux grandes sources d'énergie : le charbon et le nucléaire. Nous devons surtout concentrer nos efforts sur l'aval du cycle, les déchets. C'est un problème qui doit être résolu scientifiquement. L'Allemagne a décidé de stopper son programme nucléaire en 2010 ; la France en 2023. Qu'advient-il, si cela se concrétise ? Comment pourra-t-on se conformer aux résolutions de Kyoto ? Croire qu'être pour le nucléaire, c'est être contre l'environnement, c'est une grande défaite de l'esprit.

Xavier Pradet-Balade (Ingénieur Conseil) : *La politique allemande est-elle crédible ? Donne-t-elle à EDF une opportunité pour augmenter ses exportations ?*

Quand les industriels et le gouvernement allemands ont conclu cet accord sur l'arrêt du nucléaire, ils se sont montrés très empiriques. Il leur reste du temps pour le modifier. Par ailleurs, cela ne remet pas en cause pour le moment leur projet de participation dans EPR (European Pressurized Reactor). Difficile de savoir si EDF tirera profit de ce contexte. Cela fait déjà plus de dix ans qu'elle poursuit des échanges d'énergie nucléaire avec l'Allemagne. Or, certains députés d'Outre-Rhin commencent à s'y montrer hostiles. Nous évoluons dans un climat très irrationnel.

Serge Rechter (Président de Géostratégies 2000) : *Le gouvernement a refusé l'augmentation des tarifs d'EDF, au motif que cela aurait pénalisé les plus défavorisés. Qu'en pensez-vous ? Par ailleurs, compte tenu du statut d'entreprise publique d'EDF, de son rapport dettes/fonds*

propres, de sa situation sociale et de l'état actuel des marchés, comment envisagez-vous le calendrier d'ouverture du capital ?

Les tarifs d'électricité sont une variable que les gouvernements de tous les pays observent attentivement. Cette non-augmentation a une incidence sur les finances de l'entreprise, c'est un manque à gagner de 770 millions d'euro. Je ne souhaite pas polémiquer, mais j'attire tout de même votre attention sur le fait qu'EDF pratique les tarifs les plus bas en Europe. Cette augmentation n'aurait pas été injuste socialement, dans la mesure où elle n'aurait alourdi, en moyenne, que de 10 ou 11 euro la facture annuelle de l'utilisateur. Surtout lorsque l'on sait qu'EDF a consenti d'importants efforts en direction des personnes les plus démunies, notamment dans le cadre des Fonds de solidarité énergie. A EDF, nous considérons que nous ne sommes jamais légitimes à couper l'électricité, jamais. Le calendrier d'ouverture du capital reste une modalité. Il faut au préalable franchir plusieurs étapes : résoudre le problème des fonds propres et des régimes de retraite, conclure un nouveau pacte social avec le personnel, adopter une attitude citoyenne, s'armer face à la concurrence, puisqu'en 2004, notre marché sera ouvert à hauteur de 70 %. Pour l'heure, il convient d'assurer une pérennité maximum à cinquante ans d'investissements réussis, s'intéresser aux conditions du développement futur. Et sur ces sujets, il existe heureusement une grande convergence de vues entre les pouvoirs publics et l'ensemble des acteurs sociaux.

François Roussely ? Un grand moment de Géostratégies 2000.

Marie-Clotilde Hingray.

Propos non relus par les intervenants

ALEXANDRE ADLER
" ISRAËL-PALESTINE : LA PAIX IMPOSSIBLE ? DES LUEURS
D'ESPOIR ?
QUI ? COMMENT ? POUR QUOI FAIRE ? "

Entre le terrorisme aveugle des uns et la répression militaire massive des autres, existe-t-il un avenir viable pour les Israéliens et les Palestiniens ? C'est à cette question, combien complexe, que l'historien Alexandre Adler s'est efforcé de répondre, le mardi 19 novembre, à l'invitation de Géostratégies 2000. Avec une lucidité teintée d'optimisme, en analysant avec subtilité les diverses stratégies en cours et les aspirations des peuples, il a tenté de démontrer que ce conflit lancinant pourrait, à terme, être surmonté.

A première vue, la tragédie semble irrémédiable, insoluble. La situation se dégrade lentement, mais sûrement. Le camp des extrémistes et de la désespérance s'accroît sans cesse. Et pourtant, insiste Alexandre Adler, une issue positive n'est pas hors de portée, si l'on sait utiliser les éléments de

résistance qui apparaissent au sein des deux communautés, si l'on prend en compte la dimension régionale. L'actuelle Intifada, dénommée "Intifada des Mosquées", est à l'opposé de celle qui s'est déroulée entre 1987 et 1990. A cette époque, il y a eu prise de parole et de pouvoir des habitants de Cisjordanie face à Israël et l'OLP. Une génération nouvelle, qui connaissait bien Israël, et qui en avait moins peur, s'affirmait dans les territoires occupés, entre désobéissance civile et insurrection. Elle a provoqué le retour de la direction de l'OLP en Palestine, à Jéricho. Ce fut au départ une surprise totale pour Arafat, alors en exil à Tunis, mais, peu à peu, il va prendre le contrôle du mouvement. Les Palestiniens remportent une victoire claire sur Israël, partiellement non violente. Cette première Intifada s'apparente plus à une manifestation continue, à une grève, à une pression générale de la population palestinienne qu'à un conflit armé.

DERRIERE LA VIOLENCE, DES SIGNES ENCOU-RAGEANTS

A l'opposé de ce mouvement spontané et sporadique de la jeunesse, la seconde Intifada est organisée, de bout en bout, par des réseaux, souligne Alexandre Adler. Il y a notamment celui d'Arafat, qui compte de nombreux relais chez les Arabes Israéliens, et qui, après mûre réflexion, a intégré les méthodes du Hamas. Le parti Al Fatah s'est, quant à lui, transformé en organisation de combat, capable d'attirer les jeunes et de disputer le terrain au Hamas. C'était un impératif pour Arafat, qui se voyait débordé. Le Hamas, le Djihad islamique (créé par les services secrets iraniens et syriens) se livraient à une surenchère dans les attentats. Il devait aussi faire la preuve de sa présence avec des actions violentes, dans le but d'enrayer la montée de l'islamisme et d'instaurer un nouveau rapport de force avec Israël. Toutefois, les principaux dirigeants palestiniens (notamment Abou Mazen, ainsi que le président du Parlement) n'apportent pas leur concours à cette Intifada, ils maintiennent le contact pour d'éventuelles négociations, se disent opposés aux luttes armées, prônant plutôt une tactique de non-violence. Ils ne cachent pas, non plus, que si un accord avait été signé à Camp David, un Etat Palestinien aurait vu le jour. Entre 1997 et 2000, la violence a régné. Il y a eu, en 1996, l'assassinat de Rabin, puis, le meurtre de 60 Palestiniens à Hébron, des incidents graves à Jérusalem lors de l'arrivée au pouvoir de Netanyahu. Mais, parallèlement, indique Alexandre Adler, on a assisté à une normalisation de la vie quotidienne des Israéliens et des Palestiniens, à une interpénétration des deux communautés, à des prémices de convivialité. Il y a eu un début de "libanisation" de la société, avec des restaurants et des casinos de Cisjordanie, bondés d'Israéliens le week-end. Ce phénomène, certes trompeur, mais bien réel, a créé un tissu conjonctif, qui n'est pas encore totalement déchiré. Cette période n'est pas oubliée.

ARAFAT DANS UNE IMPASSE ?

L'absence de stratégie, de la part d'une direction palestinienne divisée, constitue un facteur déstabilisant, constate Alexandre Adler. Arafat recherche à tout prix une nouvelle popularité. On peut le comparer à Nasser, en 1967, qui voit le Moyen-Orient se dérober à son influence. Or, suite à une machination internationale montée par les Soviétiques pour des raisons de politique intérieure, il appelle à la mobilisation et met le blocus sur le détroit d'Aqaba, persuadé que les Américains et les Israéliens veulent déstabiliser la Syrie. En quelques jours, il redevient un héros. Arafat suit un cheminement semblable. C'est la réaction islamiste dans le monde musulman qui a précarisé les fondements politiques et philosophiques du dialogue israélo-palestinien, et non l'inverse. Ben Laden a préparé ses attentats, alors que se négociaient des accords, dans le but de contrarier la "Pax Americana". Intrinsèquement, le conflit du Moyen-Orient ne le passionne pas. Il a fait le choix du combat musulman. Il associe toujours la lutte israélo-palestinienne à celle qui oppose l'Inde et le Cachemire. Il trouve, par ailleurs, les Palestiniens trop imprégnés d'idées occidentales, trop modérés au niveau de la religion. Arafat a senti que le contexte changeait. Il a compris que la paix allait être difficile à obtenir, et sûrement au prix de concessions considérables. Il a préféré ne pas rester dans l'histoire comme l'instigateur de cette paix. Dans un premier temps, ce revirement lui a valu un nouveau prestige, une nouvelle crédibilité, et lui a permis de marginaliser les islamistes de l'Intifada. Mais, maintenant, il doit assumer, endosser la responsabilité de massacres quotidiens. Que veut-il vraiment ? Négocier ? C'est impossible tant que la violence perdurera, affirme Alexandre Adler.

L'Intifada ne donne pas une cohésion plus forte à la population palestinienne. En revanche, elle suscite des interrogations au sein des élites, des oppositions au sein du parlement et du gouvernement. Arafat vient de procéder à un remaniement spectaculaire. S'il a été obligé de limoger son ministre de l'Intérieur, il a nommé un ministre de la Santé, qui vient des Etats-Unis, et un ministre des Finances, ancien du FMI. C'est un très bon gouvernement, né du trouble créé dans l'intelligentsia par l'Intifada, reconnaît Alexandre Adler, qui estime qu'actuellement le courant modéré, l'aile dure et le front islamiste recueillent chacun un tiers des suffrages ; les plaçant ainsi à égalité.

Il faudrait une dynamique israélienne pour que ce tiers modéré devienne la majorité, c'est là l'élément clé d'une issue pacifique, préconise Alexandre Adler, qui met beaucoup d'espoir dans les prochaines élections. La fin de la coalition nationale, le retour à un affrontement entre deux blocs est de bon augure. En nommant Netanyahu Ministre des Affaires étrangères, Sharon lui fait affronter la réalité et l'affaiblit (il a déjà perdu vingt points dans les sondages). Il ne pourra plus s'opposer à ce qu'il prenne la tête du Likoud. Chez les Travailleurs, c'est le Général Amram Mitzna, maire de Haïfa, qui rassemble le plus grand consensus. Il réconcilie les différentes tendances d'Israël. C'est le bon candidat : un homme de gauche, un militaire, empreint de religiosité et de pacifisme, qui veut proposer aux Palestiniens de reprendre les négociations sans condition. Toutefois, la victoire de Sharon ne fait aucun doute, le peuple lui est reconnaissant de n'avoir pas cédé. Son but est de faire adhérer les jeunes de gauche à ses idées. Il y parviendra en partie, car, actuellement, règne en Israël une nostalgie des années 50, des pionniers, des fondateurs comme Sharon et Peres. On plébiscite cette classe d'âge, qui est parvenue à redonner le moral au pays. Cependant, si Sharon est un excellent militaire, et remporte des victoires sur le terrain, il ne sait pas les concrétiser sur un plan diplomatique et politique, et cela explique l'impasse israélienne, Les élections permettront peut-être de la résoudre. Les Israéliens se trouvent dans une situation irrationnelle, hors de contrôle. 75% d'entre eux sont favorables à l'abandon des territoires occupés, mais en même temps, ils soutiennent Sharon ! Enfin, une priorité les réunit : la résistance à l'Intifada, au suicide collectif. Dans le monde arabe, en Iran, en Syrie, en Jordanie, de nombreuses forces se réveillent, elles aussi, pour sortir du syndrome suicidaire mené par Al Qaida. Seules l'Egypte et l'Arabie Saoudite restent de véritables points noirs. L'attitude de fermeté des Occidentaux, vis à vis de l'Irak, commence aussi à porter ses fruits. De plus en plus, les dirigeants du monde arabe prennent leur destin en main et décident de cesser d'être les perdants de la mondialisation et de la démocratisation. Les peuples libanais, jordaniens et palestiniens souhaitent un avenir démocratique. L'élite palestinienne, la plus avancée du monde arabe, a été au contact d'une démocratie authentique, Israël, et cette expérience fait son chemin... Des petites lueurs d'optimisme dans un tunnel malheureusement encore bien opaque !

Le débat, animé par Serge Rechter, a poursuivi le passionnant exposé d'Alexandre Adler .

Xavier de Villepin (Sénateur, Président de l'Union Centriste du Sénat) : *Quelle est la position des Arabes Israéliens ? Perçoit-on des indices de changement ? Que deviendra Netanyahu, une fois les élections gagnées par Sharon ? Il est très populaire aux USA, gardera-t-il une influence politique considérable ?*

Les Arabes israéliens, à l'instar des harkis en France, ont été méprisés par le reste du monde arabe. Ils étaient considérés comme souillés. Mais, avec l'arrivée d'Arafat à Jericho, la donne change, ils deviennent un élément de réconciliation. Aujourd'hui, leurs positions sont diverses. Les chrétiens et les bédouins sont plus modérés que les autres. Certains souhaitent la double nationalité (la meilleure solution), d'autres veulent rester Israéliens. S'ils ont beaucoup souffert de l'Intifada, ils sont pour la plupart de tout cœur avec les Palestiniens. En tout cas, ils ont beaucoup aidé à une meilleure compréhension de l'Etat d'Israël. En ce qui concerne Netanyahu, il se sent l'âme d'un Américain, il a vécu très longtemps aux Etats-Unis, est diplômé de Harvard. Mais, il se trompe totalement en pensant qu'il dispose d'une licence totale pour intervenir sur le législatif américain. Les Etats-Unis veulent aussi des garanties de la part d'Israël. Il pourrait avoir des surprises avec la communauté juive, actuellement mobilisée en faveur d'Israël, mais qui connaît toute la précarité de l'affaire. L'opinion publique pourrait se retourner, comme elle l'a fait avec la guerre du Vietnam. Si des débordements

idéologiques se produisent, s'il y a de fausses manœuvres, alors, l'arrogance de Netanyahu pourrait vite être remise en cause.

Sharon Wiener (Ministre chargé des Affaires Politiques près l'Ambassade des Etats-Unis) : *Les Etats-Unis s'engagent actuellement en faveur d'une plus grande concertation de la communauté internationale. L'aspect démocratique reste un élément essentiel dans notre politique pour trouver une solution, nous encourageons les réformes au sein de la communauté palestinienne. Le gouvernement Bush, même s'il n'adopte pas les mêmes méthodes que celui de Bill Clinton, reste très concerné par le conflit du Proche-Orient. Le Président s'est prononcé en juin en faveur d'un Etat Palestinien, indépendant et démocratique. Pour y parvenir, nous allons privilégier les discussions multilatérales.*

Serge Rechter (Président de Géostratégies 2000) : *Ce conflit pourrait-il se terminer par la création d'une force d'interposition, américaine bien sûr, puisque ce sont les seuls à qui les Israéliens font confiance ? Les Israéliens, qui ne s'en remettent à personne du soin de leur sécurité pourraient-ils l'accepter, même temporairement ? De leur côté, les Palestiniens n'en seraient-ils pas confortés ? Mais je reconnais que je raisonne en faisant abstraction d'Al Qaida et des autres ...*

Les Américains évoluent dans leur compréhension du conflit. Ils admettent désormais qu'on ne peut déplacer seul les blocs en présence dans cette région. Poster quelques casques bleus le long de la frontière représente un schéma acceptable. En revanche, placer l'ensemble israélo-palestinien sous souveraineté limitée me paraît utopique. Israël n'acceptera jamais. Toutefois, depuis la guerre du Golfe, l'Etat Hébreu a pris conscience qu'il a besoin de la garantie américaine face à des menaces d'un nouvel ordre, émanant par exemple de Saddam Hussein. J'ajouterais qu'il a également besoin d'une garantie russe. Si cette initiative diplomatique voyait le jour, de la part des deux pays qui ont porté Israël sur les fonds baptismaux, ce serait une incroyable avancée, qui apporterait aussi de nouvelles garanties à l'Etat Palestinien, quant à son indépendance et à son inviolabilité.

Max Berthier (Superviseur des Projets – Fondation Raoul Follereau) : *La haine qui s'exacerbe entre civils désarmés est-elle prise en compte par les politiques ?*

La mort d'innocents laisse des traces bien plus graves que lorsque les professionnels s'affrontent. Des sentiments de rejet s'instaurent. Mais, des initiatives peuvent aussi apparaître pour contrecarrer cette spirale. Dernièrement, la Reine de Jordanie a réuni à Amman des familles de victimes. On assiste souvent au pire, mais parfois au meilleur. En tout cas, une tendance se dessine : les Palestiniens déplorent, avec de plus en plus de virulence, les attentats suicides.

Alain Ménargues (France Inter) : *Quelle serait votre stratégie dans les territoires occupés, et plus particulièrement dans les colonies ? Par ailleurs, lors des attentats de novembre à Hebron, Netanyahu a parlé de massacre ; tandis que Sharon évoquait une défaite militaire. Veut-il raviver la guerre sainte ? Y a-t-il une guerre de religion dans cette région ?*

La question des implantations juives en Cisjordanie est magnifiée, exagérée par une partie de l'opinion en France. Cette population, qui ne dépasse pas les dix mille personnes, représente un point mineur du contentieux, mais elle est constamment diabolisée dans nos médias. Est-ce un obstacle à la constitution d'un Etat Palestinien ? Israël vit bien avec un million d'Arabes sur son territoire. Toutefois, je suis personnellement favorable à l'évacuation de ces territoires. Les attentats d'Hebron restent un problème circonstanciel. Hebron revêt une importance religieuse capitale pour les deux communautés. C'est là que se trouvent les Tombeaux des Patriarches. Mais, tous ces antagonismes peuvent être surmontés, s'il existe un courage et une volonté politique. Cela se fera, quand le contexte s'y prêtera. Il y a déjà eu une belle avancée avec la création de l'Autorité Palestinienne. Les deux peuples progressent dans leur compréhension mutuelle.

Thierry Le Roy (Membre du Conseil d'Etat, Président du Conseil de l'IHEDN) : *Comment situez-vous Marwan Barghouti au sein de la classe politique palestinienne ?*

Le chef du Fatah en Cisjordanie, Marwan Barghouti, actuellement emprisonné à Tel Aviv, est-il un modéré ? un architecte de l'Intifada ? un " Ben Bella " local ? En tout cas, la population palestinienne ne montre guère d'enthousiasme pour cet homme qui a envoyé plus de 65 adolescents à la mort dans des attentats suicides, et qui ne s'est pas sacrifié, à Naplouse, lorsqu'il était encerclé par l'armée israélienne.

Alain Ménargues (France Inter) : *Que feriez-vous si vous étiez le Premier Ministre d'Israël ?*

Si je devenais le Premier Ministre d'Israël, je commencerais par faire un geste significatif vis à vis du monde arabe. Comme Sadate à Jérusalem. Je m'empresserais également de rencontrer un émissaire du Prince Abdallah d'Arabie Saoudite, car son plan de paix constitue un bon point de départ pour arriver à une réconciliation avec l'islam et le monde arabe. Ce contexte régional doit absolument être pris en compte. Je m'attellerais également à l'évacuation des implantations, mais ceci, de concert avec les autorités religieuses juives. Il faut redonner la part belle aux idées.

Et c'est sur ces derniers mots, porteurs d'espoir, que s'est conclu ce nouveau dialogue avec Alexandre Adler, ami de longue date de Géostratégies 2000.

Marie-Clotilde Hingray.

(Propos non relus par les intervenants)

HUBERT VEDRINE **Ancien Ministre des Affaires Etrangères** **" QUEL EST AUJOURD'HUI LE VRAI ÉTAT DU MONDE ?"**

Le mercredi 11 décembre, Géostratégies 2000 a reçu Hubert Vedrine, venu nous faire partager sa vision de l'état du monde. Observateur et acteur d'expérience et de réflexion, il s'est efforcé de décrypter l'avenir des relations internationales, en analysant notamment la nouvelle doctrine stratégique américaine et la laborieuse construction d'une Europe confrontée à un élargissement sans précédent. Réaliste et pragmatique, il n'a pas caché que le monde était bel et bien entré dans une guerre des civilisations.

Il y a 10 ans, nous avions une vision du monde. La chute du Mur de Berlin en 1989 , la disparition de l'URSS en 1991, sonnaient le glas d'un monde bipolaire. L'optimisme prédominait. Les thèses sur une fin de conflit générale s'amplifiaient.. Certains ont même pensé que le Conseil de Sécurité ne serait plus entravé par le phénomène du veto, qu'une communauté internationale pacifiée allait enfin voir le

jour. Au niveau européen aussi, on évoquait la construction prochaine d'une véritable " Europe-Puissance ", rappelle Hubert Vedrine, qui, pour sa part, n'adhérait pas à ces points de vue optimistes qui ne prenaient pas suffisamment en compte la mondialisation économique alors en plein essor, mais sans véritable régulation politique. D'ailleurs, souligne-t-il, cette vision occidentale de l'état du monde s'est vite trouvée contestée par un nombre croissant de pays. Cela s'est produit régulièrement dans les grandes conférences des Nations Unies, à l'OMC, et a atteint un point culminant lors du sommet de Durban (vote d'une résolution relative à Israël). Des désaccords interviennent quant à la façon dont les Occidentaux veulent appliquer la démocratie chez les autres, ouvrir leurs économies. Les règles de fonctionnement du monde et des institutions internationales sont vivement critiquées.

L'arrivée au pouvoir de l'équipe Bush ne va pas calmer le jeu. Bien au contraire, ses thèses qui prennent le contre-pied de celles de tous les Présidents précédents, appuyées par un puissant mouvement intellectuel, sont radicales et rencontrent un vif succès, dès avant le 11 septembre. C'est un signal pour les mouvements terroristes. Al Qaida, ne l'oublions pas, est issu de la dérégulation, il n'appartient pas à un système contrôlé, comme c'était le cas, pendant la guerre froide, pour les extrémistes palestiniens, manœuvrés par l'Union Soviétique, relève Hubert Vedrine. Les systèmes antagonistes de naguère, finalement bien auto-contrôlés, ont disparu définitivement.

LE MULTILATERALISME EN DANGER

Sommes-nous encore membres d'une communauté internationale, comme la rêvait Wilson avec la SDN, ou sommes-nous sous hégémonie américaine pure et simple ? La réponse sera apportée par l'issue donnée à l'affaire irakienne. L'opinion américaine est partagée sur le sujet. Pour Bill Clinton, par exemple, il est plus urgent de relancer le processus de paix entre Israël et la Palestine que de faire la guerre à l'Irak. Bush, pour le moment, a écouté son aile modérée et semble privilégier la diplomatie à la guerre tout en s'y préparant avec détermination. Toutefois, en passant par le Conseil de Sécurité, les Américains sont pris dans un piège. Comment faire pour en sortir ? Bush peut-il se permettre d'entamer une seconde campagne électorale avec Saddam Hussein encore à la tête de l'Irak ? Cela semble un prix politique trop lourd à payer. Ou alors vaut-il mieux reprendre l'offensive sur un autre terrain ? La suite est loin d'être jouée.

Le monde multipolaire apparaît désormais comme un rêve. Tout au mieux peut-on parler d'un monde consensuel organisé autour de quelques grands pôles, américain, européen, russe, indien et chinois, estime Hubert Vedrine. Va-t-on continuer à œuvrer en faveur d'une communauté internationale et s'attaquer aux réformes indispensables à sa survie, revoir les règles du FMI, du Conseil de Sécurité et du G7 ? Ou alors va-t-on laisser les Américains déployer leur énorme énergie et leurs énormes moyens, et devenir les seuls maîtres à bord ? Mais, sont-ils en mesure d'exercer durablement cette hyper-puissance, le déclin ne les guette-t-il pas ? Ont-ils les moyens de mener la politique défendue par les théoriciens les plus durs de l'administration Bush ? Ils se sentent investis d'une mission, celle d'être les plus forts et d'exercer leur pouvoir partout dans le monde. Cela nuit à leur image, alimente l'idée d'une Amérique invincible, qui n'a besoin ni de concertation, ni de négociations pour arriver à ses fins. Cela provoque des réactions contre cet excès de puissance, qui ne correspond pas aux réalités économiques et démographiques. Aux Etats-Unis, certains commencent à redouter les conséquences d'un unilatéralisme débridé et souvent frustré. Kissinger, par exemple, estime qu'il serait plus judicieux de dissimuler ce leadership derrière un monde multipolaire. Et Bill Clinton, qui plaide pour une autre vision de l'Amérique et du monde, paraît encore bien isolé.

L'UNION EUROPEENNE EN PERIL

L'Europe peut-elle servir de contrepoids ou n'est-elle qu'une illusion ? La France soutient l'idée d'une " Europe-Puissance ". L'ébauche d'une politique de défense (notamment lors du Sommet franco-britannique de Saint-Malo), la bonne entente franco-allemande, la création de l'euro semblent lui donner raison. Mais, rien n'est joué avec l'élargissement à l'Est et la question de la répartition des pouvoirs et des compétences, observe Hubert Vedrine. On assiste à un décrochage des opinions

publiques européen-nes, qui se transforment en une masse apathique et en état de dépossession démocratique. Dès lors, les sentiments destructeurs et radicaux prennent racine, les populations ne voient pas comment faire partie de ce système européen. Cela se manifeste lors des élections, une coupure s'instaure avec les élites qui, même déstabilisées, continuent leur marche en avant. Et pourtant, personne n'est dupe. Déjà, lorsque l'Europe est passée de 12 à 15 membres, des difficultés de fonctionnement sont apparues au niveau diplomatique et psychologique. Les références n'étaient plus les mêmes.

Alors, doit-on se contenter d'une " Europe-Espace ", se demande Hubert Vedrine. Les efforts de Valéry Giscard d'Estaing et de la Convention pour remodeler les institutions européennes et élaborer une Constitution ne suffiront pas à remettre l'" Europe-Puissance " sur les rails. L'élargissement de 2004 sera suivi d'un ou de plusieurs autres, dix nouveaux pays se sont déjà portés candidats. On ne peut leur interdire l'accès à un espace pan-européen de liberté et de sécurité, mais comment le faire fonctionner ? C'est un choix très compliqué. Le recours au noyau dur fait figure de mirage, quand on sait que les coopérations renforcées sont déjà difficiles à mettre en place, compte tenu des nombreux verrous existant. Il serait préférable d'envisager un système à la carte, à " géométrie variable ". Ainsi, une avant-garde se constituerait de facto, mais, malheureusement, la réalisation en est très complexe.

Ce défi européen doit être relevé dans un contexte délicat, car nous ne sommes plus dans un consensus de valeurs, mais confrontés à un choc des civilisations, voire à une guerre des civilisations. affirme Hubert Vedrine. L'antagonisme entre l'Islam et l'Occident, qui remonte à la nuit des temps, est très enraciné et loin d'être surmonté. Il est beaucoup plus profond que le clivage qui séparait l'Est et l'Ouest. L'Islam nourrit un sentiment global de frustration et d'humiliation. Et l'Occident, en dépit de ses dénégations, considère de plus en plus l'Islam comme son principal adversaire, à la fois ennemi de la démocratie, de la modernité, du droit des femmes, etc, et un vivier du terrorisme. Il y a une part de vérité dans chaque camp, mais comment faire pour concilier les opinions et éviter un clash, qui serait catastrophique, s'inquiète Hubert Vedrine.

Un débat riche et approfondi, animé par Serge Rechter, a poursuivi la réflexion roborative d'Hubert Vedrine.

Jean-Philippe Lecat (Membre du Conseil d'Etat, ancien Ministre) : *Comment le problème turc va-t-il être traité par la communauté internationale, et tout particulièrement, l'Union Européenne ?*

Ce débat, sur une question strictement européenne, est fascinant. Chaque camp affiche des arguments de valeur. Ceux qui sont attachés au projet politique européen ne peuvent être favorables à l'entrée de la Turquie. Ils raisonnent comme Valéry Giscard D'Estaing et pensent qu'il faut impérativement et prioritairement réussir l'élargissement de 2004. Toutefois, depuis 1963, la Turquie a fait l'objet de nombreuses promesses. C'est un argument politique de poids. Si l'on considère que, de toute façon, le projet politique européen ne tient plus la route, alors, on peut dire " oui " à la Turquie. L'Europe deviendra une espèce de " navire-hôpital ", surtout soucieuse de stabiliser le voisinage. Si l'on se range du côté de la Turquie, on peut avancer qu'il s'agit d'un grand pays, qu'elle a accompli de nombreux efforts, qu'elle a progressé, surtout concernant les droits de l'homme, et qu'on ne peut la laisser à l'écart, sous peine d'allumer un autre foyer de conflit de civilisations. Son adhésion témoignerait d'une belle leçon de tolérance et d'harmonie entre les peuples. Mais, malheureusement, cela détournerait définitivement le projet politique européen. Il aurait mieux valu proposer un partenariat stratégique. Cette fuite en avant est incorrecte.

Claude Jeanpert (Administrateur de l'APREP) : *Vous évoquez une Europe à géométrie variable, des clauses de dispense et de sortie. Pouvez-vous clarifier ces arguments ?*

Les pays de l'Est qui vont adhérer à l'Union, mélangent un peu trop construction européenne et OTAN. Ils veulent surtout faire partie d'un grand ensemble européen. Pour poursuivre la construction de l'édifice européen, il faut songer à avancer avec une " géométrie variable ". Au niveau

géographique ou sectoriel, il faut conserver une certaine flexibilité. Je suis favorable à une clause de sortie, car elle empêchera un blocage quasi certain. Si elle est adoptée, lors des votes de ratification sur l'élargissement, un pays qui se prononce en faveur du " non " pourra sortir et ne bloquera pas tout le processus. Il n'empêchera pas les autres d'avancer, cela desserrera la pression. Cela représenterait un progrès politique. Quant à la clause de dispense, elle existe déjà. Les pays peuvent se mettre en réserve, comme le Danemark ou la Grande-Bretagne avec l'euro. Il est essentiel de maintenir un certain pragmatisme pour continuer à avancer sur le terrain politique.

Jacques Belle (Conseiller Maître à la Cour des Comptes) : *Comment contrôler les mouvements migratoires ? Dépendent-ils de la politique intérieure, étrangère, commerciale, communautaire ?*

Ces mouvements, qui découlent de situations économiques diverses, iront en s'amplifiant. Très récemment encore, en Europe, leur traitement constituait une prérogative nationale. Mais, ils commencent à être gérés au niveau européen. Les gouvernements ne veulent plus les garder sous leur coupe, c'est trop compliqué et d'ailleurs assez vain. Toutefois, je ne pense pas que cette gestion sera communautarisée. Elle deviendra une prérogative intergouvernementale, avec peut-être un petit rôle de la Commission. On s'oriente vers une harmonisation complète des mouvements de population, avec, éventuellement, l'instauration de quotas de métiers, qui pourraient faire office d'instruments de régulation économique efficaces.

Thierry Le Roy (Membre du Conseil d'Etat, Président de l'IHEDN) : *Que représente l'OTAN pour les Américains ? Quelles relations entretenons-nous avec les Etats-Unis, comment réagissons-nous à leur hyper-puissance ?*

Après l'effondrement de l'Union Soviétique, Roland Dumas s'est interrogé sur les missions de l'OTAN. L'Organisation avait-elle encore une raison d'exister ? Ses propos n'ont pas manqué de provoquer des réactions furieuses aux Etats-Unis. Clinton n'a formulé aucune stratégie précise sur l'OTAN. Pour lui, c'était un outil qui représentait des perspectives intéressantes pour l'industrie américaine d'armement, et qui pouvait jouer un rôle de garde-fou face à la Russie.

Bush, quant à lui, démontre un grand intérêt pour l'OTAN. Les Américains ont détesté la façon dont les actions ont été décidées lors de la guerre du Kosovo, avec des commandements parallèles, entraînant trop de concertation et de confusion. Le Département d'Etat ne veut plus se servir de l'OTAN dans ces conditions, mais juge qu'elle n'est pas inutile comme mode d'intervention. L'OTAN, qui était au départ une organisation militaire défensive sur l'Atlantique Nord, est en train de se transformer en outil disponible pour soutenir l'action américaine contre le terrorisme.

Quant aux relations entre les Etats-Unis et l'Europe, leurs contours sont assez flous. L'Europe a-t-elle développé sa propre culture ? Doit-on parler d'euro-atlantisme ? Pour l'administration Bush, l'Europe ne partage pas les mêmes valeurs que les Etats-Unis, elle se complaît dans une sorte de bulle, refusant souvent d'affronter la réalité. En fait, je pense qu'il y a à la fois proximité et différence. Les Européens doivent assumer ces liens complexes.

Hélène Serveille (France Télécom) : *Quelles frontières pour l'Europe ? Quel sort va-t-on réserver à l'Ukraine ?*

Le fait qu'il n'y ait pas de frontières clés en Europe est anxiogène. Il faut s'appuyer sur des critères géographiques. Pour cette raison, il vaudrait mieux envisager un partenariat pour la Turquie. Quant à l'Ukraine, l'Europe a les mains plus libres. Aucune promesse n'a été faite. Là aussi, un partenariat stratégique me paraît être la meilleure solution. On pourrait ensuite, le cas échéant, le proposer à la Russie et au Maghreb.

Laurence Dors (Secrétaire Général EADS International – Vice-Présidente de Géostratégies 2000) : *Selon vous, l'hyper-puissance américaine ne rencontre aucun obstacle. Comment réagit le*

continent asiatique ? Quelle vision géostratégique développeriez-vous, si vous étiez le Ministre des Affaires Etrangères de Chine ?

En Asie, les espérances de la décennie écoulée ne se sont pas confirmées. Il y a discordance sur les valeurs. La Chine est très optimiste. Elle pense que d'ici vingt ans, elle sera l'un des pays les plus riches et les plus puissants du monde. Elle est persuadée de mener une politique intelligente, mais ne cache pas qu'elle sera confrontée, tôt ou tard, à une explosion sociale émanant des paysans. Pour l'amortir, elle envisage de transformer le PC chinois en douceur. Peut-être réussira-t-elle cette métamorphose. De toutes façons, l'échelle du temps n'est pas la même en Chine et en Occident. Au niveau des rapports de force, beaucoup de Chinois pensent que leur pays représente la puissance potentiellement dominante de la zone asiatique. Certains estiment toutefois que trop de puissance pourrait leur être préjudiciable. Plusieurs thèses cohabitent, elles ne sont pas tranchées. Dans l'immédiat, elles ne sont pas prioritaires.

Jean-François Bonnaud (Ingénieur Général de l'Armement) : *Comment intéresser les populations du Vieux Continent à la construction européenne ?*

L'opinion publique a décroché du catéchisme européen. Elle arrive à saturation. Réticences et méfiance se développent vis à vis des organes institutionnels. Les réponses stéréotypées des élites paternalistes n'intéressent plus. Toutefois, si les vraies questions sont abordées (comme par exemple l'élection d'un "gouvernement de l'Europe"), alors là, le débat aura lieu. Il ne faut plus refouler les interrogations, même les plus populistes, il faut au contraire les dramatiser, les théâtraliser. Je pense que ce dilemme sera tranché en 2004 avec le référendum sur les institutions.

François-Xavier Martin (Directeur Ferma – Vice-Président de l'AX) : *Comment expliquez-vous le soutien sans faille des Etats-Unis à tous les gouvernements israéliens, y compris les plus extrémistes ?*

Il y a à l'origine une conjonction de causes. Il y a certes une influence communautaire sur les Etats-Unis, mais elle n'explique pas tout. La communauté juive et l'influence qu'elle exerce, tout comme le New York Times, sont par tradition, proches du parti travailliste et favorables au processus de paix. Mais, sous l'influence de Netanyahu, qui est un New Yorkais, ces organisations se sont rapprochées du Likoud. Parallèlement, le Parti Républicain s'est profondément transformé. Il est devenu un grand parti populiste, parfois extrémiste à la base. On compte plus de libéraux qui soutiennent le processus de paix au sein des organisations juives que chez les Républicains. Une majorité de la population israélienne accepte l'idée d'un Etat Palestinien et de l'évacuation des territoires occupés. Il y a une disponibilité de l'opinion, en Israël, que l'on ne retrouve pas aux Etats-Unis. Ce qui prédomine, dans ce pays, c'est une incompréhension massive et radicale du sujet. Lorsque Clinton tente de relancer le processus de paix, il est très isolé et ne peut compter sur aucun relais.

Un orateur parlant haut et clair, une vision sans complaisance et volontariste, un débat de haut niveau.

Marie-Clotilde Hingray

(Propos non relus par les intervenants)